



DÉCLARATION

94/31

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE

L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

À L'OCCASION D'UN COLLOQUE SUR LE FONCTIONNEMENT

DU SYSTÈME PARLEMENTAIRE CANADIEN

OTTAWA (Ontario)

Le 31 mai 1994

Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le Président de la Chambre des communes, Collègues parlementaires, Mesdames et Messieurs.

Au nom du gouvernement du Canada, je désire souhaiter aux parlementaires d'Europe centrale et d'Europe de l'Est la bienvenue à Ottawa. Vous êtes ici pour apprendre le fonctionnement de notre Parlement, mais votre visite doit nous rappeler la valeur de cette institution.

Nous, parlementaires, peu importe notre allégeance politique, partageons tous la même conviction : la nécessité absolue de débattre librement les questions de l'heure. Nous sommes les représentants du peuple et à cet égard portons sa voix lors de nos débats.

Il est facile pourtant d'oublier cette tâche primordiale dans les élans partisans. Vous connaissez pertinemment la fragilité des institutions démocratiques, vous savez comment une institution comme le Parlement peut être ignorée au profit de l'action et de la manière forte.

Je désire saluer votre courage, ainsi que celui de vos compatriotes, vous qui avez lutté sans relâche contre la tyrannie pour construire de vos mains vos assemblées législatives, vous qui avez lutté par la raison contre la force pour former vos partis politiques. Vous êtes un exemple que nous ne pouvons nous permettre d'oublier.

Nombreux sont vos compatriotes qui ont payé de leur vie pour les institutions que vous servez aujourd'hui. Vous êtes les représentants de la nouvelle Europe, et nous avons le devoir de faire en sorte que votre lutte n'ait pas été vaine.

Le moindre que l'on puisse dire est que votre visite a lieu lors d'un moment particulièrement intéressant dans l'histoire de la démocratie et du parlementarisme canadiens! Les dernières élections fédérales ont en effet produit des résultats pour le moins intéressants!

La carte politique du Canada a été bouleversée. L'on n'a jamais vu autant de nouveaux parlementaires élus à la Chambre des communes. Plus de 200 sur un total de 295 sièges!

Cet événement historique pour le Canada me porte à croire, d'une part, que notre démocratie se porte bien. D'autre part ces résultats m'indiquent que les Canadiennes et les Canadiens s'attendent à ce que leurs représentants élus les écoutent et que nos compatriotes désirent être actifs dans le processus de prise de décision de ce pays.

Notre gouvernement a reconnu l'importance des changements géopolitiques dont vous avez été non seulement les témoins, mais

aussi les acteurs. Il a aussi clairement entendu le message des habitants de ce pays.

Ces deux réalités se manifestent dans l'examen de la politique étrangère du Canada que ce gouvernement a lancé.

Cet examen vise non seulement à préparer le Canada pour ce nouveau siècle qui s'approche, mais aussi à permettre aux Canadiennes et aux Canadiens de participer à la politique étrangère de ce pays.

Nous avons tenu un Forum national de deux jours sur les relations internationales du Canada. Ce Forum a réuni environ 200 chefs d'entreprises, représentants d'organisations non gouvernementales, journalistes et professeurs pour discuter les orientations de la politique étrangère de ce pays.

Nous avons demandé au Parlement d'effectuer l'examen de la politique étrangère du Canada. Le comité mixte voyage actuellement à travers le pays pour entendre les idées de nos compatriotes à ce sujet.

En l'espace de six mois nous avons demandé à cinq différentes reprises au Parlement de débattre les questions importantes pour notre politique étrangère.

Notre démarche vise donc à redonner au Parlement et à ses membres un rôle de premier plan dans la conduite des affaires de ce pays.

Lors du débat que nous avons eu dans cette Chambre sur l'examen de la politique étrangère du Canada, j'ai souligné que notre principale tâche en Europe est de contribuer à l'établissement de structures économiques et démocratiques et de garantir la sécurité de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est.

Je viens de rentrer de Paris où j'ai participé, aux côtés de vos ministres respectifs des Affaires étrangères, à la Conférence inaugurale du Pacte sur la stabilité en Europe. Cette initiative reflète l'importance que nous accordons à un avenir prospère et pacifique pour l'Europe.

Cinq ans après les événements cruciaux de 1989, amis parlementaires, vous vous êtes lancés dans l'édification de nouvelles sociétés et vous vous attendez à recevoir une aide concrète et tangible. Ce colloque prouve, je pense, la détermination du Canada à vous communiquer nos connaissances et notre expérience concernant un élément essentiel de vos réformes économiques et politiques : le bon fonctionnement du Parlement.

Vous êtes confrontés à la succession difficile de la période précédente. Elle ne peut être niée ni dissimulée. Au contraire, les nouveaux parlementaires doivent s'en accommoder sans détour.

De l'Estonie à l'Ukraine et au sud jusqu'à Sofia, des électeurs de nombreuses assemblées se sentent mal à l'aise, voire inquiets face à l'avenir. L'histoire récente nous montre qu'il est facile de se servir du Parlement et de ses travaux pour empêcher les réformes et les innovations.

Ce colloque, j'en suis convaincu, va vous conforter dans votre choix de la démocratie et vous aider à faire en sorte que vos parlements continuent à servir vos citoyens pour que ceux-ci n'essayent pas de recourir à des solutions extrêmes et de revenir aux idéologies discréditées du passé.

Comme les questions de citoyenneté ne sont pas entièrement résolues en Lettonie et en Estonie, les parlementaires de ces pays sont confrontés à la tâche ardue de représenter des membres de la société qui ne votent pas aux élections nationales. Le défi est particulièrement difficile à relever dans les petits pays qui se sentent vulnérables, à juste titre, étant à proximité de voisins puissants. C'est ainsi qu'en Estonie les troupes russes sont toujours cantonnées à une centaine de mètres seulement des édifices du Parlement.

Notre gouvernement est très conscient de vos préoccupations en matière de sécurité. Nous sommes fermement convaincus que l'OTAN [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord] devrait accueillir de nouveaux membres pour contribuer à renforcer la stabilité de l'Europe. Nous comptons nous engager à fond dans le Partenariat pour la paix de l'OTAN et nous exhortons vos gouvernements à faire de même.

La plupart de vos pays ont obtenu le statut de membres associés dans l'Union de l'Europe occidentale et l'Union européenne. Vous deviendrez sans doute bientôt membres à part entière et nous vous encourageons à vous y préparer.

Un climat économique stable est vraiment la base d'une prospérité à long terme. Nous favorisons les investissements étrangers directs. Les Canadiens ont hésité à s'implanter sur vos marchés, mais le niveau des transactions commerciales est en hausse constante. Nous croyons que cette tendance se maintiendra, et nous apprécions les efforts que vous avez déployés pour faciliter le commerce.

Nous poursuivrons aussi nos efforts pour favoriser le développement du commerce et des investissements en Europe centrale et en Europe de l'Est.

Il y a un mois, je me suis rendu en Pologne et en Ukraine en compagnie d'une délégation de gens d'affaires. Lors de mes rencontres avec le président Walesa et le président Kravtchouk, j'ai rappelé que le Canada appuyait leur processus de réforme

économique. J'ai voulu également qu'ils me parlent de leurs préoccupations respectives en matière de sécurité.

Pendant que j'étais en Pologne, j'ai annoncé de nouveaux programmes canadiens visant à appuyer les réformes agricoles de ce pays. Lors de mes rencontres avec le premier ministre, M. Pawlak, et le ministre des Affaires étrangères, M. Olechowski, j'ai aussi discuté d'éventuels échanges de jeunes et des possibilités de faciliter le commerce.

Le Canada appuie énergiquement le développement démocratique et économique de l'Ukraine. Aucun autre pays n'a contribué autant que le nôtre aux récentes élections parlementaires ukrainiennes. À l'occasion de mes rencontres avec le président Kravtchouk, le ministre des Affaires étrangères, M. Zlenko, le ministre des Relations économiques étrangères, M. Slepichev, et le ministre de l'Économie, M. Shpek, j'ai mis l'accent sur la nécessité, pour assurer le succès de la réforme économique, de rendre le climat commercial plus cordial.

Je me réjouis de la possibilité qui m'est offerte aujourd'hui d'annoncer la nomination d'un consul honoraire à Sofia. La Bulgarie occupe une position géostratégique importante en Europe centrale; le Canada s'intéresse de longue date à cette partie du monde et il a établi des liens solides avec les Bulgares.

Je vais bientôt prendre la décision finale au sujet de la nomination du consul honoraire et j'espère que mon secrétaire parlementaire, M. Flis, pourra ouvrir prochainement le bureau de Sofia.

Le Canada n'est pas sans savoir que la sécurité dans le monde moderne présente de nombreux aspects. Outre l'adhésion à des organisations régionales de sécurité, nous sommes convaincus que seules les vraies démocraties peuvent assurer la paix, la sécurité et la stabilité en Europe. C'est pourquoi le Canada appuie vigoureusement le Pacte sur la stabilité en Europe. Je l'ai indiqué très clairement à vos ministre des Affaires étrangères respectifs, la semaine dernière à Paris.

Encore une fois, je voudrais vous souhaiter un séjour inoubliable et fructueux à Ottawa. Je suis persuadé que nous avons un enseignement à tirer les uns des autres. Nous devons déterminer ensemble quels sont les défis auxquels sont confrontées l'Europe centrale et l'Europe de l'Est et reconnaître le rôle primordial que jouent les institutions démocratiques dans l'édification de vos nouvelles sociétés. Je vous remercie.